

LE CONCILE ET LES SECTAIRES

Le Concile de Vatican II, qui s'est achevé le 7 décembre, aurait, selon le jésuite Jean Daniélou (*Figaro Littéraire* du 16 décembre) amené un tel renouveau de l'Eglise catholique que seuls des « sectaires » (de droite et de gauche) pourraient maintenant lui être hostiles. Et, en effet, pour le R.P. Garaudy, du Comité central du P.C.F., le « véritable bilan du concile... est dans la dynamique des questions qu'il a posées » et « il semble que s'esquisse dans la définition de nouveaux rapports entre l'Eglise et le monde, un double mouvement : d'abord l'exigence d'une rupture des adhérences traditionnelles avec le monde du pouvoir et de l'argent... et en même temps, l'exigence d'une présence et d'une participation à la solution des problèmes des hommes ». On ne saurait être moins sectaire, c'est bien vrai, que cet homme conciliant qui adopte sur son adversaire l'opinion que celui-ci a de lui-même.

DEFENSIVE CONTRE LE SOCIALISME

COMME nous l'avions signalé dans notre numéro de novembre 1962, quand s'ouvrit le congrès de « l'Internationale noire », ce concile fut motivé par la prise de conscience, par un pape plus ouvert que ses prédécesseurs à la réalité, du péril de mort où se trouvait à la fois l'Eglise catholique et toutes les religions, en face de la montée de la révolution socialiste ; ce que Paul VI a exprimé dans la formule « la religion du Dieu qui s'est fait homme s'est rencontrée avec la religion de l'homme qui s'est fait Dieu ».

Le concile a été essentiellement une tentative de défensive généralisée de la religion ; son orientation : la constitution d'un front uni clérical contre le socialisme.

Considéré de ce point de vue, et malgré l'aide apportée à l'entreprise par la bureaucratie stalinienne, les résultats du concile sont maigres. L'Eglise romaine, comme toutes les forces révolutionnaires, lutte à contre-courant de l'Histoire et trouve en son sein et parmi ses alliés potentiels un aveuglement qui n'aide pas ses « modernistes ».

La marche vers l'œcuménisme n'a même pas permis de rassembler encore romains et orthodoxes, pourtant les plus proches. Si le patriarche Athénagoras tend dans cette direction, la commune répudiation des anathèmes et excommunication de l'an 1054 entraîne pour l'instant la scission de l'Eglise d'Orient, les plus réactionnaires, Grecs et Russes exilés, se dissociant — au nom de la démocratie — des décisions d'un chef qui n'est pas un pape.

Bien entendu, l'union avec les protestants est une perspective encore plus lointaine. Ceux-ci saluent les abandons de l'Eglise catholique, mais, le Vatican étant le demandeur, ils tentent de faire monter l'enchère, réclament une plus nette « autocritique » des scandales historiques, assurent qu'en aucun cas ils ne pourront se rallier à Rome et que l'œcuménisme ne peut se réaliser que par fusion des Eglises.

Cet œcuménisme n'est donc pas pour demain. D'autant plus que reconnaître le grain de vérité qui existe dans les religions non-chrétiennes (« l'Eglise catholique ne rejette rien de ce qui est vrai et sain dans ces religions ») manifeste un paternalisme à relents colonialistes qui doit être sensible et — nous le soupçonnons — quelque peu irritant pour les clergés « sous-développés ».

On fait grand bruit autour du « schéma sur la liberté religieuse » adopté par la dernière session du Concile. Pour des athées, ce qui s'en dégage de plus net, c'est qu'il ne s'agit pas de liberté de pensée (qui n'est accordée dans aucun Etat chrétien, Espagne ou Canada par exemple) mais de la revendication défensive du droit à l'exercice de la religion, qui vise essentiellement les pays où le pouvoir bourgeois soutenu par les Eglises a été écrasé par la révolution.

Par ailleurs, la déclaration préliminaire dudit schéma précise de façon équivoque qu'« il ne s'ensuit pas que l'homme ne soit tenu par aucune obligation en matière religieuse ni qu'il soit émancipé de l'auto-

Ainsi le catholicisme ne serait plus un instrument de la classe dominante, il ne l'exprimerait plus idéologiquement, mais serait devenu une simple... « méthodologie de l'initiative humaine », au-dessus des classes.

En fait, cette idylle du communisme d'Etat et du Vatican n'exprime que la coexistence pacifique des idéologies, marché dans lequel Rome s'assure un concordat implicite avec Moscou, la sécurité de son commerce d'opium du peuple à l'Est, au prix d'un simple refus de condamnation explicite du communisme athée par le concile.

Nous prendrons donc sur nous de demeurer des sectaires aux yeux de Daniélou, Garaudy et autres progressistes, et d'apporter une note discordante dans le concert d'approbations ronronnantes qui sert d'analyse du concile de Vatican II.

rité de Dieu » et que « la liberté religieuse n'implique pas que la personne humaine puisse mettre sur le même pied le faux et le vrai, ou être dispensée du devoir de se former une opinion vraie, ou qu'elle puisse décider arbitrairement si elle veut ou non servir Dieu, et dans quelle religion, et de quelle façon » ; tous propos dont on nous assure qu'ils n'ont qu'un sens moral, mais qui raisonnent à nos oreilles avec toutes les implications qu'en tirent toujours les défenseurs de la foi dès qu'ils ont en main le sabre ou la mitraille.

Il n'est pas inutile non plus de citer de ce texte la phrase qui contient un refus net de la neutralité de l'enseignement, ce qui semblait jusqu'à ce jour une conquête élémentaire des révolutions démocratiques bourgeoises (n'est-ce pas Garaudy ?) : « Le pouvoir civil viole le droit des parents quand il impose une seule forme d'éducation dans laquelle toute formation religieuse serait exclue ». Cette phrase prend tout son poids lors de la semaine où l'on apprend que, dans l'Arkansas, un professeur est traîné devant les tribunaux pour crime d'enseigner la biologie selon Darwin et non selon la Genèse.

Tel est le « schéma » le plus avancé de Vatican II.

Le mérite que nos « progressistes » non-sectaires trouvent à ce concile, c'est au fond d'avoir bien mesuré les dangers qui menaçaient la religion. Car ce n'est rien d'autre qu'il a fait en découvrant dans la seconde moitié du XX^e siècle que le monde était affamé et scandalisé par la richesse et la pompe de l'Eglise qui prêche la pauvreté. C'est très explicitement pour « tenir le coup » en face du marxisme que des pères conciliaires ont proposé un modeste retour à l'Evangile, beaucoup plus de surface, d'ailleurs, qu'en profondeur.

Mais même sur ce point, où l'intérêt de leur cause était évident, la majorité des vieux messeigneurs a reculé devant ce qui n'aurait été qu'un retour aux sources, et il a fallu que ce soit dans une quasi clandestinité qu'un maximum de 500 pères conciliaires montrent l'insuffisance des textes adoptés en s'engageant « hors concile » sur un serment lui-même fort modeste de renonciation aux « apparences et aux réalités de la richesse ». (Il est toutefois à noter que le texte s'étend surtout sur les apparences, quant aux réalités, leur renonciation consiste surtout à faire passer les dites richesses des comptes personnels à des comptes collectifs, à transformer donc les intéressés — pour employer le langage de Rousseau — de propriétaires en simples possesseurs, ce qui ne diminuera en rien l'appauvrissement des producteurs de ces richesses toujours accumulées par les communautés.) Ces pères les plus avancés qui reprenaient en grande partie une déclaration d'évêques melchites, ne sont pas allés jusqu'à proclamer avec eux : « Quand il y aura des grèves justes (sic) disons une parole, même si cela doit déplaire à un riche qui cessera d'être notre bienfaiteur. Exigeons des salaires justes et commençons par les appliquer nous-mêmes à ceux qui servent le diocèse ou l'Eglise. »

UN VIEUX PALAIS DU MOYEN AGE

Le concile précédent avait eu lieu en 1870. A cette époque, il n'était pas question de ruser avec le socialisme. L'infailibilité papale fut proclamée. L'Eglise soutenait de toutes ses forces les politiques les plus ouvertement réactionnaires. Son vieil appareil médiéval, matériel et intellectuel, dont l'efficacité semblait éprouvée et la base indestructible, était respecté et protégé, au prix d'une pratique opportuniste pour les besoins internes de la classe dominante. L'Eglise catholique est donc parvenue ainsi au cœur du XX^e siècle avec les structures les plus vétustes. De ce fait, les réformes de Vatican II, saluées comme de grandes hardiesses novatrices, ne peuvent apparaître de l'extérieur que comme dérisoires.

En quoi nous importe-t-il que le Saint-Office ne condamne plus sans entendre ses accusés maintenant que ce tribunal d'inquisition n'a plus pouvoir de faire flamber incroyants et hérétiques ?

Le grand rabbin Kaplan a montré que le passage sur les Juifs du « schéma 13 » n'éliminait pas de la « catéchèse chrétienne toute racine d'antisémitisme », et, en effet, la dernière mise au point de ce texte se contente de « déplorer » l'antisémitisme, alors que le projet usait du verbe « condamner ». On comprend aussi que les Juifs trouvent grave de n'avoir pas été lavés par le concile du « crime de déicide » étant donné les conséquences qui ont été tirées de cette accusation par des mentalités frustes qui n'appartiennent pas au passé.

Il y a des problèmes plus immédiats encore. Laissons de côté celui du mariage des diacres et des prêtres qui ne touche que les intéressés et révèle surtout à l'extérieur la grande crise des « vocations ». La difficulté de l'Eglise à sortir du Moyen Age sans renoncer à l'essentiel de son être est apparue surtout dans les deux problèmes du « remariage » des divorcés « innocents » du crime d'adultère,

et sur celui du contrôle des naissances. Le premier touchait au caractère indissoluble du mariage religieux qui contredit à toute conception civilisée de la liberté humaine, et surtout à celle de la femme qui ne cesse pas d'être d'une essence inférieure pour le christianisme (des femmes n'ont été auditrices au concile de Vatican II qu'à partir de la 3^e session, en 1964). Le second problème heurte aussi violemment la pratique et la morale réelle que le premier, et, en plus, met le fatalisme primitif du christianisme en face du danger, inconnu hier, du surpeuplement de la planète. A aucune de ces deux questions brûlantes le concile n'a pu ni su donner une réponse. Le pape s'est réservé craintivement, avec des paroles de vieux célibataire dépassé par son temps, de rechercher une solution au Ciel pour le contrôle des naissances. Lors de son voyage à l'O.N.U., il a demandé à cette assemblée de s'occuper de nourrir toutes les bouches en diminuant un peu les crédits d'armement, alors que chacun sait que, dans l'immédiat, tous les crédits de guerre ne seraient sans doute pas de trop pour résoudre le problème de la faim, mais que le taux de croissance actuel de l'espèce ne pourrait être maintenu sans risque grave, même avec le taux de croissance économique le plus élevé concevable.

Au problème du remariage (et même au problème du mariage « mixte » du point de vue religieux) le concile n'a pas été capable de répondre, sinon par des arguties qui favorisent des pratiques contradictoires.

Ce double aveu de carence révèle une incapacité fondamentale de l'Eglise de Rome à concilier ses racines historiques, son corps arriéré, et le monde moderne. Le catholicisme apparaît comme un vieux palais médiéval que ses occupants vouent à la démolition, mais qui risque de s'écrouler si l'on veut y installer un système sanitaire.

SEDUIRE LES PAUVRES POUR SERVIR LES RICHES

UNE fraction des pères conciliaires, nous l'avons dit, militait pour un retour à la simplicité évangélique. En ce sens, le pape ne fit qu'un geste, grotesque par son symbolisme dérisoire : il offrit l'une de ses tiaras aux pauvres. Mais les pauvres n'ont rien à faire d'une tiare de pierres précieuses. On ne sait si elle a trouvé acquéreur, en gros ou en détail, mais alors cela n'a pu qu'être une « affaire » où un ou plusieurs requins se sont procuré des bijoux en ne rendant aux pauvres qu'une partie infime de ce qu'ils leur avaient préalablement volé.

Pour que les damnés de la terre puissent croire au retour à l'Evangile, il faudrait bien autre chose : que l'Eglise tout entière se dépouille de toutes ses richesses, que papes et évêques redeviennent des saints de Légende dorée. L'ignominie du monde des puissants ne demande pas moins. Au contraire n'a-t-on pas vu un évêque ukrainien (exilé au Canada) reprocher aux Etats ouvrier d'obliger des prêtres à... travailler de leurs mains. Comme ce prélat est loin « du monde » pour penser indigné des travailleurs avec une telle dénonciation.

Et puis, même réalisée, cette simplicité évangélique dont le concile est resté si loin ne serait encore que la plus habile et la plus perfide manière de couvrir la pratique des classes possédantes, tant que les prêtres ne feraient pas leur unique office de dénoncer le scandale de cette exploitation de classe. Les bonzes du Vietnam qui se font brûler vifs sont sans doute des fanatiques, mais ils nous inspirent du respect et, par ailleurs, consolident à coup sûr le bouddhisme. Le pape Paul VI ne nous inspire aucun respect qui, à l'O.N.U., le 5 octobre (et en invoquant Kennedy dont la responsabilité dans toutes les guerres actuelles est lourde et qui n'hésita pas à recourir au chantage atomique pour imposer la loi du plus fort à Cuba) livrait un « message de paix » à tel point ambigu que les criminels de guerre américains pouvaient s'en déclarer satisfaits et poursuivre leur génocide. Si « mal compris », ce pape n'en a pas moins récidivé à Noël, en « rajoutant » même, parlant de « vieilles et profondes tendances du nationalisme » et « de nouvelles idéologies qui poussent à

la subversion et à la domination » ce qui, dans son équivoque, ressemble tout de même plus au verbiage anticommuniste de Washington qu'à une dénonciation claire et correcte de l'agresseur impérialiste.

La tartufferie n'éclate pas moins dans les textes portant sur la guerre, où la « légitime défense » n'est pas définie.

A collaboration de classes peut s'étaler impudemment à propos du concile, elle ne nous cachera pas que c'est le progrès de la révolution qui a provoqué ce congrès contre-révolutionnaire onctueux. Ce ne sont pas ces évêques qui ressemblent aujourd'hui aux premiers chrétiens illégaux, traqués, persécutés, dressés contre tous les pouvoirs, civil et religieux, ce sont les militants révolutionnaires marxistes dont un des participants à un colloque réuni par le R.P. Gauthier, des « Compagnons de Jésus charpentier, pouvait dire : « Les marxistes ont été plus fidèles au commandement évangélique de donner à manger à ceux qui ont faim. C'est un mystère... que ce soit les non-chrétiens qui aient été plus évangéliques à cet égard que les chrétiens. Le communisme est le témoignage du devoir non accompli. »

La bataille est à la fois celle de la faim et de la dignité de l'homme, comme certains pères conciliaires l'ont souligné, en particulier certains venant d'Amérique latine.

Mais qu'est-ce qui empêche les saints évêques de régler ces problèmes avant que n'éclatent les révolutions, et mieux qu'elles ? L'Eglise est partie en avance dans cette course, elle a encore des moyens plus puissants et — hélas ! — mieux centralisés que n'importe quel état-major marxiste. Nous ne sommes pas si sectaires que nous ne soyons prêts à réviser notre jugement si elle peut montrer qu'elle a changé. Mais, dans ce domaine, comme disait Lénine, nous serions des imbéciles sans espoir de croire sur parole, car il s'agit de politique, et nous avons encore en mémoire les paroles de Paul VI, félicitant, à New York, les U.S.A. pour leur lutte contre la pauvreté, à l'intérieur, et... en Amérique latine.

DYRCONA.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F
● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F.

Nos bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, 21, rue d'Aboukir, Paris-2^e - Tél. : GUTemberg 06-57

C.C.P. Pierre Frank
12648-46 Paris

Le directeur de publication
P. FRANK

Imp. « E.P. », 232, r. Charenton
Paris-12^e